



Finance durable



Les prêts de microfinance permettent aux agriculteurs (ici au Myanmar) d'acheter une vache. SYMBIOTICS

Comment la microfinance suisse lutte contre le virus

Nicolas Pinguely
La Suisse est très présente dans le financement des petits entrepreneurs des pays émergents. Le confinement dans les pays du Sud pèse sur le secteur.

Vous pensiez qu'il n'y avait pas de lien entre un marchand de glaces de Lagos, au Nigeria, et une vendeuse d'épices d'Hyderabad, en Inde. Vous pourriez vous tromper. La connexion qui les réunit passe peut-être même tout près de chez vous, par Genève, Lausanne ou Zurich. Elle se nomme microfinance, une activité secouée, comme tant d'autres, par le coronavirus.

Vraiment? Il est tout à fait possible que les petits commerçants

nigériens et indiens, affectés par le confinement, aient financé leur activité grâce aux prêts octroyés par les sociétés suisses présentes dans la finance d'impact. Derrière ce terme se cache la volonté d'allier explicitement retour social ou environnemental sur investissement et rendement financier. Car la Suisse compte trois acteurs de poids dans le domaine. En matière de microfinance, les avoirs cumulés gérés par la zurichoise ResponsAbility et les genevoises



Symbiotics et BlueOrchard avoisinent les 9 milliards de dollars, pour une masse sous gestion globale des fonds de microfinance (MIV) de 17 milliards dans le monde, selon l'étude MIV Survey sur l'industrie.

Financer les microbanques

Point important, les MIV ne financent pas directement les petits entrepreneurs, mais des microbanques locales, appelées aussi institutions de microfinance (MFI). Ce sont ces organismes, caractéristiques des pays du Sud, qui octroient les microprêts aux petits commerçants. Tout le secteur se retrouve sous pression en raison de la pandémie. Comme le tourisme est à l'arrêt, les petites gargotes où se restaurer, les marchands de souvenirs ou encore les taxis sont fragilisés. «L'économie réelle des pays émergents, en particulier les petites entreprises, souffre passablement des situations de fermeture que nous connaissons actuellement, confie Roland Dominicé, directeur général de Symbiotics. Leurs commandes et revenus se tarissent alors que les charges demeurent.» Une situation similaire à celle que connaissent les pays développés.

Cela ne manque pas d'engendrer des conséquences. «Avec le coronavirus, beaucoup d'institutions de microfinance sont confrontées à une phase de stress sur le plan de la liquidité», explique Martin Heimes, codirecteur des investissements en dette de ResponsAbility, à Zurich. Avec le confinement, les petits entre-

preneurs, qui ont généralement emprunté entre 100 ou 2000 dollars, ne peuvent plus rencontrer les employés des MFI pour les rembourser. Ce n'est pas tout. De l'Équateur à l'Inde, un grand nombre de pays ont également décidé de mettre en place un moratoire sur le remboursement des petits crédits aux MFI. Tout cela a un impact sur ces organismes, qui peuvent manquer de cash.

Par un effet boule de neige, les effets peuvent être ressentis jusqu'en Suisse. Pour rappel, les institutions de microfinance financent traditionnellement tout ou partie de leur activité de crédit en empruntant, à coups de 1 à 30 millions de dollars, auprès de firmes occidentales, telles les MIV européennes Triodos et Incofin, ou les trois gros acteurs suisses. «Dans certains cas, les MFI sont contraintes de reporter les remboursements depuis que le coronavirus sévit, note Martin Heimes. Mais il n'y a pas pour le moment de problème spécifique de solvabilité de leur côté.»

Le patron de Symbiotics va dans le même sens: «Pour l'instant, il n'y a pas eu de défauts substantiels sur nos prêts dans les quelque 80 pays que nous couvrons.» En clair, ces derniers ne voient pas poindre de catastrophe à l'horizon.

Plutôt optimistes

Pourquoi cet optimisme? Les économies émergentes, où le secteur primaire, notamment les activités agricoles, demeure important, sont globalement moins touchées et sensibles au coronavirus

que les économies des pays développés. «Une fois le choc passé, les choses devraient bien se dérouler à long terme, relève Martin Heimes. Les besoins de gens seront toujours là et l'économie informelle va retrouver des couleurs.» Même son de cloche chez BlueOrchard. «Historiquement, la microfinance est un secteur qui a démontré une forte résilience, par exemple en Inde lors de la démonétisation de 2016 (*ndlr: retrait par la Banque centrale de la plupart des billets en circulation*), ou plus généralement lors de tremblements de terre ou d'inondations», relève Philipp Müller, directeur général de la firme. En clair, les affaires finiront par reprendre pour la petite épicerie de Dakar ou le cordonnier de Lima après le déconfinement. «Reste que nous n'avons pas la photo complète de l'année. Attendons donc de voir comment l'économie des pays cibles réagira à cette crise de santé publique sur le moyen terme», nuance Roland Dominicé.

Face à la crise, le secteur de la microfinance a décidé de faire le dos rond. «Avec l'ensemble des acteurs de l'industrie, nous avons agi de manière proactive pour donner de l'air aux MFI en échelonnant les remboursements de prêts», souligne Martin Heimes. Dans l'intervalle, une petite échoppe pakistanaise de Lahore, d'où sortent des pommeaux en caoutchouc venant garnir les leviers de boîtes de vitesses des voitures, a pu rouvrir. Un signe que la pandémie perd en virulence.



Le coup de gueule d'un pionnier

● «On ne fait pas de la finance d'impact comme on investit dans un ETF (*ndlr: fonds de placement très liquides qui répliquent la valeur des indices*).» C'est un véritable coup de gueule que pousse le Vaudois Jacques Grivel, fondateur de Fundo Asset Management, qui a lancé le fonds Finethic Microfinance en 2006. «Avec la crise du coronavirus, j'observe l'inconséquence de certains investisseurs qui disent faire de la finance d'impact, mettant en avant le retour social ou environnemental de leurs placements, mais qui demandent que l'on rembourse leur investissement lorsque la situation se tend, s'insurge-t-il. Ce n'est pas socialement responsable.» Jacques Grivel a vu la chose de près. En raison de la pandémie, les demandes de retraits ont représenté environ l'équivalent de 10% de la valeur de ses fonds. «Lorsque plus rien ne va dans les marchés émergents, c'est là que les investisseurs disant agir de manière responsable doivent

réfléchir à deux fois avant de liquider leurs placements, ajoute le Vaudois. Sinon ce n'est que du marketing.» Bref, il faut laisser le temps au temps pour que l'économie réelle, financée par les prêts de microfinance, puisse digérer les crises. Le financier tient la route. Avec le temps, son véhicule d'investissement, dont l'objectif est d'amener du capital aux petits entrepreneurs des pays émergents, et dans lesquels investissent des caisses de pension ou des gérants de fonds, a vu sa masse sous gestion atteindre 200 millions de dollars. Il est vrai que les rendements de ces placements socialement responsables sont corrects. «Le fonds Finethic dégage en moyenne 4% de performance par an en dollars depuis son lancement, souligne-t-il. Et nous devrions atteindre un rendement similaire cette année malgré la crise du coronavirus.» Pas mal, à l'heure où les taux d'intérêt flirtent avec le 0%. **N.P.**